



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-24-124**

**actualisant le tableau de classement  
et imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE**

**à SAINT-OUEN-L'AUMONE**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-21-110 du 27 décembre 2021 portant autorisation environnementale pour l'exploitation par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE d'un centre de conditionnement de bouteilles de gaz industriels sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE – 14, Rue de l'Equerre ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE par courrier du 13 février 2023 relatif à la modification du projet d'établissement – 14, rue de l'Equerre à SAINT-OUEN-L'AUMONE ;

**Vu** le courriel du 6 mars 2023 de l'inspection des installations classées adressé à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE transmettant pour avis le projet d'arrêté préfectoral établi suite à l'analyse des éléments fournis dans le porter à connaissance précité ;

**Vu** le courriel du 13 mars 2023 de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE transmettant une observation sur le projet d'arrêté qui lui a été adressé par courriel du 6 mars 2023 susvisé ;

**Vu** le rapport du 14 mars 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Considérant** que la modification présentée par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE est de nature à modifier le classement des installations classées pour la protection de l'environnement du site ; que celui-ci n'est désormais plus classé au titre de la rubrique 2910 ; qu'il convient de procéder à l'actualisation du classement des installations classées du site.

**Considérant** que la modification présentée par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE dans son porter à connaissance du 13 février 2023 est notable mais non substantielle ;

**Considérant** que les éléments transmis par l'exploitant permettent de constater que la modification n'est pas de nature à entraîner des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ; qu'elle ne constitue pas une modification relevant d'une procédure d'évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas ;

**Considérant** que l'installation doit être exploitée conformément aux dossiers déposés par l'exploitant, dont le porter à connaissance du 13 février 2023 susvisé ;

**Considérant** qu'il convient d'encadrer les modifications apportées au projet par de nouvelles dispositions prises par arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été requis selon les dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1er :** Le classement des installations exploitées par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, implantée 14 rue de l'Equerre à SAINT-OUEN-L'AUMONE (95310), est actualisé comme suit :

Rubrique	Seuil	Évolution du régime	Situation autorisée	Modification du projet
Rubriques 4XXX	Stockages de gaz (acétylène, hydrogène, oxygène, ammoniac)	Inchangés	Quantité de produit inchangée	
2940-2	Atelier de peinture	Inchangé	Activité inchangée	
2575	Emploi de matières abrasive	Inchangé	Activité inchangée	
1185-3-2	Stockage en bouteilles de SF6	Inchangé	Quantité de produit inchangée	
2925-1	Atelier de charge Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	NC → NC	Atelier de charge pour une puissance de 18 kW	Atelier de charge pour une puissance de 23 kW

Rubrique	Seuil	Évolution du régime	Situation autorisée	Modification du projet
2925-2	Atelier de charge Lorsque la charge ne produit pas de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW	NC → NC	Atelier de charge pour une puissance de 90 kW	Atelier de charge pour une puissance de 356 kW
2910-A : Combustion de gaz	Combustion de gaz Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) - Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)	DC → NC	Puissance thermique nominale de la chaufferie : 1,4 MW	/

**Article 2 :** Les dispositions de l'article 1.1.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sauf dispositions particulières visées dans ce présent arrêté, les arrêtés ministériels de prescriptions générales relevant des rubriques 4XXX A (données non publiables), 2940-2 D, 2575 D et 1185 D s'appliquent à l'établissement. »

**Article 3 :** L'article relatif à la Nature des Installations des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé est numéroté 1.1.4.

Dans le tableau de l'article 1.1.4. Nature des Installations, la ligne relative à la rubrique 2910 est supprimée.

**Article 4 :** Le chapitre 1.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, relatif à l'implantation de l'installation, est supprimé.

**Article 5 :** Au chapitre 1.7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, les mots suivants sont supprimés : « notamment pour les interventions dans l'entrepôt automatisé ».

**Article 6 :** Les dispositions de l'article 2.1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'installation dispose d'un point de rejets atmosphériques :  
- le rejet lié à la cabine de peinture (rubrique 2940)

La hauteur des cheminées de ces rejets et la vitesse d'éjection des gaz sont conformes aux réglementations applicables à ce type d'installation »

**Article 7 :** L'article 6.1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, relatif à l'implantation des bureaux, est supprimé.

L'annexe 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 est supprimée.

**Article 8 :** A l'article 6.1.6 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, la phrase « La hauteur de stockage des paniers dans l'entrepôt automatisé est limitée à 18m. » est supprimée.

**Article 9 :** L'article 6.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, relatif à la stratégie de lutte contre l'incendie, est supprimé.

À l'article 6.3.1, l'alinéa « la stratégie de lutte contre l'incendie définie à l'article 6.3.2 » est supprimé

**Article 10 :** À l'article 6.3.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, dans le tableau relatif aux contrôles périodiques, les lignes relatives à la vérification des chaudières et aux exercices d'évacuation dans l'entrepôt automatisé sont supprimées.

**Article 11 :** L'article 8.1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2021 susvisé, relatif à l'entrepôt automatisé, est supprimé.

**Article 12 :** En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 13 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché dans la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val d'Oise ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val d'Oise pendant une durée minimum de quatre mois.

**Article 14 :** Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

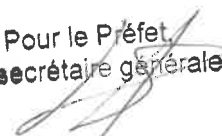
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Article 15 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

**18 SEP. 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale  
  
Laetitia CESARI-GIORDANI